

## Problèmes d'équivalence notionnelle : le découpage des phases d'une mission d'audit interne en français et en néerlandais

Ward Van de Velde, Marc Van Campenhoudt, Nathalie Lemaire,  
Paul Muraille

Centre de recherche en linguistique appliquée TERMISTI  
Institut supérieur de traducteurs et interprètes (ISTI), Haute Ecole de Bruxelles (HEB)  
info@termisti.org



### TERMISTI En bref...

Le centre de recherche TERMISTI, fondé en 1990, est rattaché à l'Institut supérieur de traducteurs et interprètes (ISTI, Haute École de Bruxelles). Le centre se définit comme un centre de recherche en linguistique appliquée dont les problématiques de recherche correspondent à différents enjeux de la formation du futur traducteur ou du futur interprète. L'évolution des préoccupations de ses membres les a conduits à repréciser les missions de recherche dans le cadre des problèmes d'intercompréhension (de traduction) au sein d'une société multilingue : terminographie et aménagement linguistique ; ingénierie linguistique appliquée aux questions de lexicologie, de terminologie multilingue et de localisation ; français langue étrangère et didactique des langues. Depuis sa création, TERMISTI a mené divers projets de recherche sur les langues spécialisées. Ces recherches sont habituellement cofinancées par l'ISTI et par des organismes extérieurs (Communauté française de Belgique, Commission européenne...).

<http://www.termisti.org/>

### Résumé

Une approche divergente de la réalité entre communautés linguistiques peut déboucher sur des problèmes d'équivalence notionnelle et, partant, amène souvent le traducteur ou l'interprète à gérer des cas d'intraduisibilité. Eugen Wüster (1971 ; pp. 44-45), père de la terminologie moderne, avait, lui aussi, dressé ce constat. Mais il avait trouvé une parade et proposé un système notionnel international qui ne fût pas placé sous le signe de la variation linguistique ou culturelle, au risque de réduire tous les concepts de l'humanité à ceux de quelques parlars de l'Ancien Continent.

Néanmoins, qu'on le veuille ou non, la réalité sur le terrain est bien différente et prend souvent le pas sur la théorie, conduisant à reconsidérer les principes wüsteriens. Ce constat s'est vérifié, une fois de plus, lorsque le centre de recherche TERMISTI s'est vu confier par le Service de la langue française du ministère de la Communauté française de Belgique une terminographie du domaine de l'audit. Les quelque 180 fiches, rédigées en français, devaient signaler les termes équivalents dans les deux autres langues nationales – anglais et allemand – ainsi qu'en anglais.

Dans la présente contribution, après avoir brièvement situé le contexte de ce chantier terminographique de l'audit, nous nous proposons d'analyser, à titre d'exemple, le problème d'équivalence de notions qui s'est posé, en néerlandais, s'agissant de découper une mission d'audit interne en phases de travail. Nous tenterons ensuite d'appréhender sous un angle théorique les solutions envisageables et le type d'équivalence finalement retenu.

**Mots-clés :** Terminographie ; équivalence notionnelle ; audit.

### 1. Présentation du chantier « Terminographie de l'audit »

Le problème d'équivalence notionnelle qui fait l'objet de la présente contribution s'est présenté à l'équipe du centre de recherche en linguistique appliquée TERMISTI dans le cadre d'un chantier d'enrichissement de la Banque de données terminologique (BDT) qui lui avait été confié par le Service de la langue du ministère de la Communauté française de Belgique<sup>1</sup> en 2009. La BDT, librement accessible en ligne<sup>2</sup>, constitue en fait la réalisation la plus visible de la politique d'aménagement linguistique du gouvernement francophone de Belgique.

<sup>1</sup> Récemment rebaptisée *Fédération Wallonie-Bruxelles*.

<sup>2</sup> Voir [www2.cfwb.be/franca/xml/html/g0002/infotram.htm](http://www2.cfwb.be/franca/xml/html/g0002/infotram.htm)

## Terminologies

Cet outil de clarification et de diffusion terminologiques a vu le jour en 1998 à la suite d'accords bilatéraux intervenus entre la France et le gouvernement de la Communauté française de Belgique. En vertu de ces accords, la BDT, alors mise en ligne au format HTML, a été systématiquement alimentée pendant dix ans par les termes publiés au *Journal officiel* en France. Lesdits termes peuvent être acceptés tels quels ou adaptés aux réalités nationales et à l'usage belge – après consultation d'experts matière – par la Commission de terminologie du Conseil belge francophone de la langue et de la politique linguistique.

Depuis sa création, et compte tenu de la reconnaissance de trois langues nationales par la Constitution belge, la BDT présente, par rapport à son homologue française, FranceTerme, la spécificité de renseigner à ses usagers, en plus des équivalents anglais, les équivalents allemands et néerlandais des termes traités. À noter, toutefois, qu'une ambiguïté subsiste, comme dans FranceTerme, sur l'usage qui peut être fait de ces équivalents, s'agissant de traduire depuis ou vers le français (Cisse *et al.*, 2009 ; pp. 55-58).

D'autres spécificités sont récemment venues s'ajouter à cette caractéristique multilingue de la banque de données terminologique belge francophone. En effet, à partir de 2008, « partant du constat qu'il existait des besoins néologiques propres au citoyen de la Communauté française de Belgique et à certaines administrations, le Service de la langue française et le Conseil de la langue française et de la politique linguistique, ont décidé de repenser la politique terminologique en Communauté française »<sup>3</sup> et de suivre, en conséquence, deux nouvelles orientations pour la BDT.

Sur le plan technologique, tout d'abord, décision fut prise d'abandonner le format texte statique balisé en HTML au profit d'un format pérenne, indépendant des systèmes et compatible avec les standards internationaux – en l'occurrence le format XML. Le passage à un langage structuré était motivé par la volonté d'assurer une large diffusion des données, d'en améliorer l'accessibilité et de permettre leur diffusion sous une multiplicité de formats différents. La conversion des près de 3 800 fiches existantes de la BDT du format HTML vers XML a, bien entendu, nécessité en amont un important travail de réflexion qui a débouché sur l'élaboration d'un nouveau modèle de données déterminé par une DTD (*document type definition*) s'articulant sur trois niveaux : concept, langue, terme (*cf.* représentation de la DTD présentée en annexe 1). Ce processus d'identification et de structuration des catégories de données (existantes ou à prévoir pour l'avenir), puis de conversion au format XML du contenu historique de la BDT a été mené par le centre TERMISTI dans un constant souci de conformité avec les normes ISO 12 620 et 16 642 et en s'inspirant du modèle de données des anciens logiciels MC4<sup>4</sup> et TERMISTI<sup>5</sup> et des acquis des projets européens MLIS-*Dhydro*<sup>6</sup> et IST-Salt<sup>7</sup>.

Sur le plan de la stratégie d'enrichissement du contenu de la BDT, ensuite, le Service de la langue française a décidé de se centrer désormais sur les besoins de clarification ou de systématisation terminologique identifiés dans les domaines de compétence du service public

<sup>3</sup> Voir Conseil de la langue et de la politique linguistique, *Avis sur la politique terminologique*, 2008, disponible en ligne sur [www.languefrancaise.cfwb.be/bilans\\_avis\\_recommandations](http://www.languefrancaise.cfwb.be/bilans_avis_recommandations).

<sup>4</sup> Voir Henning (1989).

<sup>5</sup> Voir Blampain *et al.* (1992) et [www.termisti.org/centred3.htm#ti](http://www.termisti.org/centred3.htm#ti).

<sup>6</sup> Voir Descotte *et al.* (2001a, b) et [www.loria.fr/projets/MLIS/DHYDRO](http://www.loria.fr/projets/MLIS/DHYDRO).

<sup>7</sup> Voir Budin et Melby (2000), Romary (2001) et [www.loria.fr/projets/SALT](http://www.loria.fr/projets/SALT).

francophone. C'est dans cette perspective que le domaine de l'audit a été reconnu comme étant un domaine pour lequel les besoins terminologiques étaient particulièrement importants en Communauté française. De fait, comme ce domaine relevait initialement du secteur privé, la littérature relative à l'audit est en grande partie anglo-saxonne et, par conséquent, véhicule une terminologie fortement anglicisée et difficile d'accès (*balanced scorecard, benchlearning, flow chart...*). On constatait par ailleurs que les formations dans ce domaine étaient organisées essentiellement par le nord du pays et étaient dispensées en anglais ou en néerlandais, mais très rarement en français. Cette situation contribuait, si aucun effort de clarification et de diffusion terminologiques n'était fait, à favoriser l'implantation dans l'usage d'une terminologie anglo-saxonne peu compréhensible au détriment d'une terminologie en langue française.

Concrètement, la tâche réalisée par le centre TERMISTI dans le cadre du chantier de réalisation d'une terminologie de l'audit a consisté à établir une terminographie systématique sous la forme de 180 fiches monolingues (FR) assorties d'équivalents anglais, néerlandais (de Belgique autant que possible) et allemand (de Belgique autant que possible). Et ce, dans une double visée descriptive (rendre compte de l'usage réel et de la variation observée sur le territoire) et normative (signaler les usages recommandés et déconseillés par le ministère). Ce travail était destiné à répondre aux besoins des citoyens autant que des fonctionnaires du ministère, qu'il s'agisse de fonctionnaires du Service général de l'audit et de la qualité (SGAQ) ou de membres de tous les autres services, susceptibles d'être audités ou accompagnés dans leur démarche qualité par le SGAQ. Le champ de cette terminographie recouvre en fait quatre sous-domaines identifiés avec le SGAQ en début de chantier : audit (interne et externe) ; démarche qualité ; gestion de projet et gestion des risques. Ce qui explique que la collection des 180 fiches a été versée sous l'index « Gestion » de la BDT.

Le travail terminographique a été mené suivant les principes méthodologiques de base habituellement adoptés pour ce type d'entreprise : collaboration continue avec les experts matière du SGAQ ; constitution d'un comité d'accompagnement comprenant des membres de la Commission de terminologie du Conseil de la langue française et de la politique linguistique ; inventaire des ressources terminologiques existantes ; constitution et exploitation d'un corpus de référence partiellement multilingue (constitué de sources légales communautaires, nationales et européennes ainsi que de normes et de documents de référence internes au SGAQ, au service public fédéral belge et aux institutions européennes) ; constitution et exploitation d'observations de l'usage « hors sources de référence » (constitué de monographies et d'articles spécialisés, de documents de travail interne au SGAQ partiellement confidentiels et de supports pédagogiques universitaires). L'extraction semi-automatisée des candidats termes a été réalisée à l'aide du logiciel *Adepto-Nomino*<sup>8</sup>. Enfin, les fiches livrées au format XML pour être versées dans la BDT par le Service de la langue française respectaient le modèle de données évoqué plus haut, à savoir, une organisation des catégories de données sur trois niveaux : 1) concept ; 2) langue ; 3) terme (cf. exemple de fiche présenté en annexe 2).

<sup>8</sup> Voir Perron (1996).

## Terminologies

### 2. Les phases de travail de l'audit interne au cœur d'un problème d'équivalence notionnelle entre le français et le néerlandais

Dans sa *Présentation de la procédure d'audit interne au sein du Ministère de la Communauté française* (CFWB, 2009 ; p. 6), le Service général d'audit budgétaire et financier divise le processus d'audit interne en quatre phases, agencées comme suit :

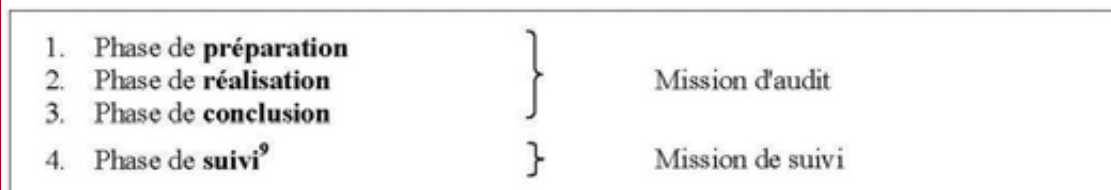


Figure 1 – Phases du processus d'audit interne

À leur tour, ces quatre étapes, propres à la pratique du SGAQ du Ministère de la Communauté française de Belgique, se subdivisent en une multiplicité d'activités à remplir dans un ordre bien déterminé tel que le veulent l'usage et la tradition. Celles-ci sont reprises et définies dans le tableau 1.

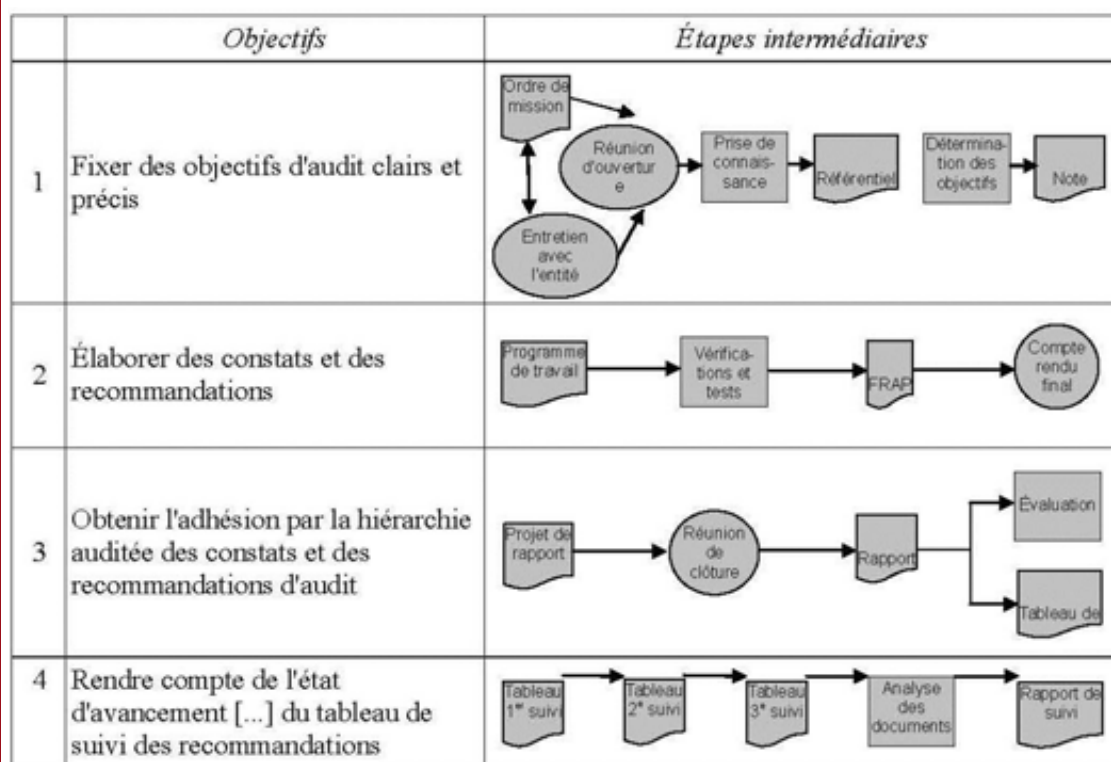


Tableau 1 – Objectifs et diagramme de flux du processus d'audit interne (CFWB, 2009 ; pp. 7-11)

Une fois les définitions des quatre phases colligées et – à tout le moins – un champ contextuel retenu et validé par les experts matière, le terminographe en quête d'équivalents adopte instinctivement – et en bonne doctrine – une démarche onomasiologique. Mais il doit rapidement se rendre à l'évidence : malgré les efforts de normalisation patents dans le

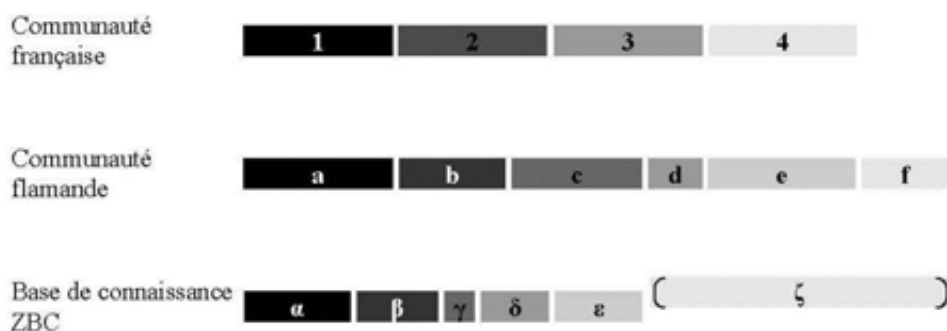
<sup>9</sup> Soucieux de suivre une logique de continuité, les experts matière que nous avons consulté ont estimé opportun de substituer à la dénomination originellement d'usage, « mission de suivi », le terme « phase de suivi », transformant en conséquence la « mission de suivi » en la quatrième et ultime phase du processus d'audit interne.

domaine de l'audit, ce champ d'études ne se prête pas toujours à ce type d'approche et partir de la définition pour remonter vers un équivalent consacré dans la langue néerlandaise peut s'avérer problématique. Et pour cause : le découpage notionnel du processus d'audit interne diffère selon que l'on se trouve dans le nord ou le sud de la Belgique.

En effet, sur sa page *Interne Audit van de Vlaamse Administratie* (IAVA, s.d.) diffusée en ligne, le ministère de la Communauté flamande considère que toute mission d'audit comporte six phases : *voorbereiding, terreinwerk, rapportering, nazorg, voortgangscontroleaudit* et *nazorg bij de voortgangscontroleaudit* ou, traduites de façon littérale<sup>10</sup>, « planification », « travail sur le terrain », « rapportage », « suivi », « audit de surveillance des actions de progrès » et « suivi de l'audit de surveillance des actions de progrès ».

Par ailleurs, le découpage notionnel peut aussi varier au sein de communautés de locuteurs d'une même langue, en l'occurrence le néerlandais. Ainsi, la base de connaissance néerlandaise ZBC<sup>11</sup> voit en toute mission d'audit uniquement cinq phases au lieu de six : *opdracht, plan van aanpak, uitvoering, oordeelsvorming* et *rapportage*, soit « mission », « plan d'approche », « exécution », « évaluation » et « rapportage ». À ces cinq étapes s'ajoute, comme en Communauté flamande, un *opvolging* ou « audit de suivi » qui ne fait pas partie intégrante de l'audit proprement dit.

Avant de nous plonger au cœur même de la problématique qui nous occupe et de nous lancer dans un descriptif plus approfondi de l'audit en Communauté flamande et aux Pays-Bas, appliquons le vieil adage selon lequel « un petit dessin vaut mieux qu'un long discours » ou – et, ici, l'équivalence est parfaite ! – « *dat een beeld meer dan duizend woorden zegt* ». Voici donc un graphique en bâtonnets qui nous expose de façon schématisée et succincte la comparaison entre le découpage notionnel du processus d'audit interne francophone, flamand et néerlandais pour les institutions concernées.



Légende			
1	préparation	α	opdracht
2	réalisation	a	voorbereiding
3	conclusion	b	terreinwerk
4	suivi	c	rapportering
		d	nazorg
		e	voortgangscontroleaudit
		f	nazorg bij de voortgangscontroleaudit
		β	plan van aanpak
		γ	uitvoering
		δ	oordeelsvorming
		ε	rapportage
		ζ	(opvolging)

Figure 2 – Comparaison graphique de trois modèles de processus d'audit interne

<sup>10</sup> Toutes les traductions qui figurent dans le présent article ont été effectuées par nos soins.

<sup>11</sup> Cette base de connaissance de référence a été développée en 1997 par Betty et Wiebe Zijstra, œuvrant dans la société de conseils et de services du même nom. Celle-ci est spécialisée, depuis sa création, dans le partage en ligne de *best practices* en matière de gestion d'entreprise.

## 2.1 Les six phases du flux du processus d'audit interne en Communauté flamande

Conforme en tous points aux principes édictés par la norme 2 200 de l'*Institute of Internal Auditors* (IIA)<sup>12</sup>, la première étape de l'audit en Belgique néerlandophone (étape a), dite préparatoire – ou *voorbereiding* –, poursuit l'objectif suivant : « *De voorbereidende fase resulteert in het bepalen van auditdoelstellingen en -reikwijdte. Op basis daarvan worden achtereenvolgens het planningsmemorandum opgesteld, de openingsmeeting gehouden en de officiële opdrachtdefinitie verstuurd* » (IAVA, s.d.) ou « La phase de planification a pour but de déterminer les objectifs et la portée de l'audit. C'est sur cette base que sera rédigé le mémorandum de planification, sera tenue la réunion d'ouverture et sera envoyée la définition officielle de la mission d'audit ».

Cette première phase se subdivise, elle aussi, en un vaste ensemble de tâches à exécuter dans un ordre préétabli. Le tableau suivant rend compte de ces diverses étapes intermédiaires, et établit un parallélisme entre le français (FR) et le néerlandais (NL).

	<i>Phase intermédiaire en NL</i>	<i>Traduction de la phase en FR</i>	<i>Équivalence française</i>
1	Administratieve voorbereiding	Préparation administrative	≈ Ordre de mission
2	Samenstellen van een auditteam (optioneel)	Constitution d'une équipe d'audit (facultatif)	
3	Houden van een introductiegesprek met de geauditeerde	Organisation d'un entretien introductif avec l'audité	Entretien avec l'entité auditée
4	Verzamelen en bestuderen van achtergrondinformatie	Collecte et analyse de l'information contextuelle	Prise de connaissance (Référentiel de contrôle interne)
5	Opstellen van een planningsmemorandum met o.a. auditdoelstellingen en auditreikwijdte, timing (planning) en bestemmingen van het rapport	Rédaction d'un mémorandum de planification incluant les objectifs et la portée de l'audit, les échéances à respecter (planning) et les destinataires du rapport	≈ Détermination des objectifs
6	Vastleggen van de datum en houden van een openingsmeeting	Détermination d'une date pour la réunion d'ouverture, et organisation de ladite réunion	≈ Réunion d'ouverture
7	Versturen officiële opdrachtdefinitie	Envoi de la définition officielle de la mission d'audit	≈ Note d'orientation

Tableau 2 – Étapes intermédiaires de la *voorbereiding*

À ce stade de l'analyse, quelques différences méritent d'être signalées. D'une part, on remarque que les dénominations des phases intermédiaires (numérotées 1 à 7 dans le tableau 2) renvoient à des réalités parfois divergentes selon que l'on se trouve au nord ou au

<sup>12</sup> Établi en 1941 à Altamonte Springs en Floride, l'*Institute of Internal Auditors* – ou Institut des auditeurs internes – se revendique comme la « voix internationale de la profession ». Véritable lieu d'échange entre experts du monde entier, il comprend actuellement 170 000 membres issus de 165 pays et a pour mission première l'élaboration de principes et de standards internationaux en matière d'audit interne, regroupés sous la désignation d'*International Professional Practices Framework (IPPF)*. Outre cet aspect normalisateur, l'institut consacre aussi une part importante de ses activités à la formation des auditeurs internes.

## Terminologies

sud de la frontière linguistique – d'où les signes d'approximation précédant les équivalences en langue française. D'autre part, tout lecteur attentif aura relevé que ce qu'on appelle la réunion d'ouverture occupe une place – au sens physique du terme – différente dans le flux du processus d'audit interne. En effet, en Communauté française, c'est par cette étape intermédiaire que s'ouvre pour ainsi dire toute mission d'audit (cf. tableau 1) tandis qu'en Communauté flamande, la réunion d'ouverture précède la note d'orientation et marque dès lors l'avant-dernière phase de la *voorbereiding*.

Deuxième étape de la mission d'audit dans le nord du pays (étape *b*) : le travail sur le terrain – ou *terreinwerk* –, qui a pour but « *het nagaan van de adequaatheid (theoretische opzet, wat er voorzien is) van het bestaande ICS<sup>13</sup>, en de effectiviteit van dit ICS in functie van de auditdoelstellingen die werden bepaald in de voorbereiding* » (IAVA, s.d.) ou « la vérification de l'adéquation (approche théorique, ce qui est prévu) du système de contrôle interne existant, et de l'effectivité de ce système en fonction des objectifs d'audit fixés dans la phase de planification ». À son tour, cette phase se ramifie en deux activités que l'auditeur doit mener à bien dans l'ordre exposé dans le tableau ci-après :

	<i>Phase intermédiaire en NL</i>	<i>Traduction de la phase en FR</i>	<i>Cette phase comprend :</i>
1	Evaluatie van de adequaatheid van het ICS	Évaluation de l'adéquation du système de contrôle interne	Programme de travail
2	Testen van de effectiviteit van het ICS	Vérification de l'effectivité du système de contrôle interne	Vérifications et tests

Tableau 3 – Étapes intermédiaires du *terreinwerk*

On observe ici un premier écart de taille – ou une première rupture – entre la méthodologie utilisée en Belgique francophone et celle adoptée du côté néerlandophone. Cette constatation n'a, somme toute, rien d'étonnant si l'on sait que, dans le nord du pays, l'auditeur tient peu compte du système de contrôle interne propre à l'entité auditée, préférant valoriser ses capacités d'observation, de communication, d'analyse et de déduction. De là vient aussi que la colonne *Équivalence française* – dénomination employée plus haut dans l'exposé – a été renommée *Cette phase comprend*.

Obéissant aux normes 2 400, 2 410, 2 420, 2 421, 2 430 et 2 440 élaborées par l'IIA, la troisième phase adoptée par les auditeurs flamands (étape *c*) – dite *rapportering* ou *rapportage* – « *omvat het uitschrijven van de auditbevindingen in een auditrapport. Via dit rapport maakt de auditor zijn definitieve resultaten kenbaar aan de geauditte(n) en andere bestemmingen zoals opgenomen in haar auditcharter* » (IAVA, s.d.) ou « présente les constats d'audit dans un rapport d'audit. C'est dans celui-ci que l'auditeur partage ses résultats avec l'entité auditée (ou les entités auditées) et les autres destinataires définis dans la charte d'audit ». Elle se subdivise en trois stades intermédiaires – presque en tous points similaires aux trois premières étapes intermédiaires de la tâche 3 décrites dans le tableau 1 ci-dessus –, repris dans le tableau 4 [ci-après]:

<sup>13</sup> Ou *Internal Control System*.

## Terminologies

	<i>Phase intermédiaire en NL</i>	<i>Traduction de la phase en FR</i>	<i>Équivalence française</i>
1	Opstellen en versturen van een ontwerprapport	Rédaction et envoi d'un projet de rapport	Projet de rapport
2	Bespreking van het ontwerprapport met de geauditeerde (exitmeeting)	Examen du projet de rapport avec l'entité auditée (réunion de clôture)	Réunion de clôture
3	Opstellen en versturen van het definitief rapport	Rédaction et envoi d'un rapport final	Rapport final

Tableau 4 – Étapes intermédiaires du *rapportering*

Répondant aux deux dernières étapes intermédiaires de cette même tâche 3 du tableau 1, la quatrième phase du processus d'audit interne adopté en Communauté flamande (étape *d*), baptisée *nazorg*<sup>14</sup>, « *omvat de administratieve handelingen en evaluaties die na het opstellen en verzenden van het definitief rapport worden uitgevoerd* » (IAVA, s.d.), à savoir « comprendre les tâches administratives et les évaluations menées après la rédaction et l'envoi du rapport final ». Elle comporte les trois stades intermédiaires suivants :

	<i>Phase intermédiaire en NL</i>	<i>Traduction de la phase en FR</i>	<i>Équivalence française</i>
1	Interne evaluatie van de uitgevoerde opdracht	Évaluation interne de la mission d'audit effectuée	Évaluation Tableau de suivi des recommandations
2	Externe evaluatie van de uitgevoerde opdracht	Évaluation externe de la mission d'audit effectuée	
3	'Schoonmaken' van het fysisch en elektronisch werkdoosier	« Nettoyage » du dossier de travail (formats papier et électronique)	Néant en Communauté française de Belgique

Tableau 5 – Étapes intermédiaires du *nazorg*

On constate, dans cette quatrième phase, une deuxième grande différence entre les méthodologies adoptées par les deux Communautés en question. De fait, le ministère de la Communauté flamande subdivise l'étape dite « d'évaluation » en évaluation interne et évaluation externe ou, pour le dire autrement, en évaluation [de l'audit] effectuée par l'auditeur de première part et établie par l'entité auditée de seconde part alors qu'en Communauté française, le but visé par l'évaluation n'est autre que « l'amélioration du processus d'audit interne » (CFWB, 2009 ; p. 9) dans sa globalité. Qui plus est, dans la procédure en vigueur du côté francophone, il n'est pas fait mention de l'étape de « nettoyage », pourtant incontournable à la clôture de toute mission d'audit selon l'IAA.

Au cours de la cinquième phase du processus d'audit flamand (étape *e*), calquée sur la norme 2 500 de l'IIA et nommée *voortgangscontroleaudit* soit « surveillance des actions de progrès », l'audit interne « *gaat de status na van de implementatie van de aanbevelingen die in het auditrapport werden geformuleerd* » (IAVA, s.d.) ou « évalue l'état d'avancement des recommandations formulées dans le rapport d'audit [final] ». Au travers de cette phase transparaissent en filigrane les étapes intermédiaires « tableaux de 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> suivi », « l'analyse des documents » ainsi que le « rapport de suivi » – soit l'étape intermédiaire 4 du paysage de l'audit en Belgique francophone dans sa totalité (cf. tableau 1).

<sup>14</sup> On traduit habituellement le terme *nazorg* par « suivi » en français. Ce choix est maladroit puisqu'il ne reflète aucunement la réalité francophone exprimée par le « suivi » à proprement parler lorsqu'il s'inscrit dans le domaine de l'audit interne et en constitue l'ultime phase (cf. tableau 1).



## Terminologies

Enfin, il importe aussi d'avoir à l'esprit que le ministère de la Communauté flamande a jugé utile d'adjoindre, aux cinq stades intermédiaires présentés *supra* (étapes *a* à *e*), une sixième et ultime phase, qu'il a nommée **nazorg bij de voortgangscontroleaudit** ou « suivi de l'audit de surveillance des actions de progrès ». À l'instar de la cinquième phase – baptisée *nazorg* –, elle « comprend [aussi] les tâches administratives et les évaluations menées après la rédaction et l'envoi du rapport final », à la différence près qu'il s'agit cette fois « du rapport final sur la surveillance des actions de progrès, et ce, en vue de clôturer la mission d'audit ». Elle s'assimile dès lors, formulée en des termes plus triviaux, à une évaluation du rapport de suivi.

### 2.2 Quid du flux du processus d'audit interne aux Pays-Bas ?

Sur le plan de la méthodologie de l'audit, nous le savons déjà par la figure 2, les écarts ne s'arrêtent pas là et sont bien plus nombreux que l'esprit humain n'en a l'intuition. C'est ainsi que, par-delà la frontière belge, le diagramme de flux du processus d'audit interne comporte aussi des divergences de découpage notionnel par rapport à celui adopté par les auditeurs dans les Communautés française et flamande de Belgique. La société de conseils et de services néerlandaise ZBC voit donc en toute mission d'audit cinq étapes – à l'exception du suivi qui fait l'objet d'un audit supplémentaire –, compilées dans le tableau ci-après :

	<i>Phase intermédiaire en NL</i>	<i>Traduction de la phase en FR</i>	<i>Équivalence française</i>
$\alpha$	<b>Fase 1: opdracht</b> De opdrachtgever (bijvoorbeeld de kwaliteitsmanager of de directie) geeft de interne auditor opdracht. De auditor moet weten wat hij moet onderzoeken, welke aspecten, en ook waarom de opdrachtgever belang heeft bij het resultaat.	<b>Phase 1 : mission</b> Le donneur d'ordre (p. ex. le manager qualité ou la direction) charge l'auditeur interne d'une mission. L'auditeur doit savoir ce qu'il est tenu d'évaluer – les aspects – et pourquoi le donneur d'ordre accorde tant d'intérêt au résultat obtenu.	Ordre de mission ↓ Référentiel de contrôle interne
$\beta$	<b>Fase 2: plan van aanpak</b> De interne auditor bepaalt hoe en wanneer hij de interne audit gaat doen. In een (kort) plan beschrijft hij welke informatiebronnen hij wil gebruiken en welke documentatie, en welke interviews en middelen hij nodig heeft.	<b>Phase 2 : plan d'approche</b> L'auditeur interne décide quand et comment il va mener son audit. Il décrit (brièvement) dans un plan quelles sources d'information il souhaite exploiter, quels entretiens il va mener, et de quels documents et outils il a besoin.	Détermination des objectifs ↓ Programme de travail
$\gamma$	<b>Fase 3: uitvoering</b> De auditor gaat volgens plan te werk, waarbij hij scherp bewaakt of hij het gestelde auditdoel gaat realiseren. Zo niet, dan overlegt hij met de opdrachtgever over bijsturende maatregelen dan wel bijstelling van het plan.	<b>Phase 3 : exécution</b> L'auditeur procède conformément à son plan et se focalise tout particulièrement sur les objectifs préétablis. S'il ne les atteint pas, il propose au donneur d'ordre des mesures correctrices ou une révision du plan.	Vérifications et tests

δ	<p><b>Fase 4: oordeelsvorming</b>          Op basis van alle verkregen informatie, uit waarnemingen, interviews, documentatie, controles etc. trekt de auditor conclusies. Zo nodig worden nog aanvullende controles gedaan of wordt extra informatie opgevraagd.</p>	<p><b>Phase 4 : évaluation</b>          L'auditeur tire des conclusions à la lumière des informations reçues, de ses observations, interviews, documents, contrôles, etc. Si nécessaire, il effectue des contrôles supplémentaires ou demande davantage d'information.</p>	<p>FRAP          ↓          Compte rendu final</p>
ε	<p><b>Fase 5: rapportage</b>          In de rapportage is het van belang scherp onderscheid te maken tussen bevindingen, conclusies en aanbevelingen. Bevindingen zijn relevante feiten. Deze moeten door alle partijen als juist en volledig worden erkend. Als dat niet het geval is, dan is aanvullend onderzoek nodig. De conclusies dienen logisch voort te komen uit de bevindingen. De rapportage kan schriftelijk, maar ook in presentatievorm</p>	<p><b>Phase 5 : rapportage</b>          Dans cette phase, il importe de distinguer les constatations des conclusions des recommandations. Les constatations sont des faits pertinents reconnus et validés par toutes les parties. Si le cas échet, il importe de mener une recherche supplémentaire. Les conclusions découlent tout logiquement des constatations. Le rapportage peut prendre la forme d'un écrit, mais aussi d'une présentation. Les grands</p>	<p>Projet de rapport          ↓          Rapport final</p>
	<p>plaatsvinden. Groot voordeel hiervan is dat eventuele onduidelijkheden direct opgehelderd kunnen worden en dat de sessie direct gebruikt kan worden voor het treffen van verbetermaatregelen.</p>	<p>avantages de celle-ci sont qu'elle permet de dissiper directement les imprécisions éventuelles et se veut un lieu d'échange où sont proposées des mesures d'amélioration.</p>	
ζ	<p>De opvolging van de audit oftewel het uitvoeren van de verbetermaatregelen maakt geen deel uit van de audit. Het is wel gebruikelijk dat de interne auditors vaststellen of de afgesproken verbetermaatregelen zijn uitgevoerd en of hiermee het gewenste effect is bereikt. Vaak maakt dit deel uit van een volgende audit.</p>	<p>Le suivi de l'audit – ou l'exécution des mesures d'amélioration – ne fait pas partie intégrante de l'audit. Cependant, il est coutume que les auditeurs internes vérifient si les mesures d'amélioration convenues ont été exécutées et, partant, si le but escompté a été atteint. Cette double étape fait souvent l'objet d'un autre audit.</p>	<p>Évaluation          ↓          Rapport de suivi</p>

Tableau 6 – Phases du processus d'audit, telles qu'elles se présentent dans la base de connaissance ZBC (2011)

À la lecture de ce dernier tableau, il apparaît que d'importants contrastes marquent le paysage de l'audit. Nous en retiendrons deux dans le cas présent : un découpage notionnel des phases d'audit interne différent des deux autres systèmes présentés plus haut et l'exclusion de la phase de suivi dans le modèle adopté par le bureau ZBC.

## Terminologies

### 2.3 Comment résoudre ces problèmes d'équivalence notionnelle ?

Avant d'aborder plus franchement la thématique des équivalences dans ce contexte multilingue, nous souhaitons tout d'abord mettre en avant l'idée que, dans la logique des travaux du centre TERMISTI, nous privilégions et adoptons une stricte monosémie du sens. À l'image de ce qui se fait dans de nombreux travaux terminographiques, nous admettons que tous les termes cités en exemple sont monosémiques. Bien entendu, ce choix a pour corollaire la nécessité de rechercher des équivalents, eux aussi à l'acception très délimitée, pour les quatre termes proposés par la Communauté française en début d'analyse. Un terme constitue bel et bien un signe linguistique, associant un signifié unique à un signifiant simple ou complexe.

Comme le montre très bien la figure 2, la problématique d'équivalence posée est celle d'une absence d'isomorphisme entre les langues (Lyons, 1970 ; p. 45). Un *continuum*, la mission d'audit, est découpé de manière divergente par des communautés de personnes distinctes par la langue ou par leur appartenance à des organisations étatiques différentes. Les phases et sous-phases de la mission entretiennent une relation de type méronymique avec la mission d'audit. Si l'on se fonde sur la typologie des relations méronymiques dressée par Winston *et al.* (1987) et Chaffin *et al.* (1988), basée sur la distinction de quatre critères ('fonctionnel', 'séparable', 'homéomère' et 'simultané'), on reconnaîtra aisément que la relation en jeu est du type « phase-processus ». En effet, chaque phase possède une fonction particulière (caractère fonctionnel), elle ne peut être séparée du processus global (caractère inséparable), elle ne peut pas se produire en même temps que les autres phases (caractère non simultané) et ne peut suffire à constituer un audit (caractère non homéomère).

Alors qu'un hyponyme peut toujours être remplacé par son hyperonyme dans le cadre d'une recherche d'équivalence (Van Campenhout, 1996a), le remplacement d'un méronyme par son holonyme semble une démarche beaucoup plus délicate qui suppose un examen précis (Van Campenhout, 1996b). En dehors des cas de chevauchement, on observe dans la figure 2 l'inclusion interlinguistique des phases suivantes<sup>15</sup> :

VL b-terreinwerk	partie de	FRB 2-réalisation
VL d-nazorg	partie de	FRB 3-conclusion
NL a-opdracht	partie de	FRB 1-préparation VL a-voorbereiding
FRB 4-suivi	partie de	NL ζ-opvolging
VL d-nazorg	partie de	NL ζ-opvolging
VL e-voortgangscontroleaudit	partie de	NL ζ-opvolging
VL d-nazorg bij de voortgangscontroleaudit	partie de	NL ζ-opvolging

Pour tous ces cas, on pourrait être tenté de considérer que c'est la méronymie temporelle qui permet de traduire la phase d'une langue par le nom de la phase qui l'englobe dans l'autre langue, puisque le remplacement du méronyme par l'holonyme est envisageable (« pendant la phase de suivi » implique « pendant l'audit »). Au-delà de l'impossibilité, dans ce cas, d'intervertir le couple langue source-langue cible (la partie ne pouvant en aucun cas

<sup>15</sup> FRB : français de Belgique, NL : néerlandais des Pays-Bas, VL : néerlandais de Belgique.

dénommer le tout), l'équivalence ne saurait être garantie dans tous les contextes. En effet, la traduction vers le français d'une phrase en néerlandais de Belgique (VL) qui établirait une distinction entre *c-rapportering* et *d-nazorg*, serait impossible (« *Dat was niet tijdens de rapportering, maar tijdens de nazorg* »). De même, le traducteur néerlandais-français d'une phrase qui préciserait que l'on n'était pas dans la phase du *d-nazorg* (« *Dat was niet gedurende de nazorg* »), ne pourrait pas affirmer que l'on n'est pas dans la phase du *3-conclusion*. Par ailleurs, dans les cas de chevauchement de phases, c'est-à-dire lorsque le déroulement d'une phase dans une langue chevauche le déroulement de deux phases dans une autre langue, deux équivalences sont possibles, on ne peut choisir pour équivalent un holonyme de la langue cible sans disposer du contexte (*c-rapportering* doit-il être traduit par *2-réalisation* ou par *3-conclusion* ?).

Permettre une équivalence parfaite entre les termes propres aux trois méthodes d'audit ne peut dès lors se faire que dans le cadre du « principe d'équivalence » qui a sous-tendu nombre de travaux de notre équipe (Van Campenhout, ; pp. 190-192). Le cas présenté dans le diagramme en bâtonnets peut se résoudre d'une manière tout à fait similaire à la solution proposée pour le problème des couleurs proposé par Lyons (1970 ; p. 46-47) et qui a inspiré ce principe (Van Campenhout, 2000 ; pp. 135-136).

français	<i>rouge</i>	<i>orange</i>	<i>jaune</i>	<i>vert</i>	<i>bleu</i>
A	a	b	c	d	e
B	f	g	h	i	j
C	p	q	r	s	

Figure 3 : schéma de Lyons (1970 ; p. 46-47)

Avec trois langues et une possibilité d'inversion de chaque couple de langues, il faut prévoir six sens de traduction ( $A \Rightarrow B$ ,  $A \Rightarrow C$ ,  $B \Rightarrow A$ ,  $B \Rightarrow C$ ,  $C \Rightarrow A$ ,  $C \Rightarrow B$ ). En terminographie, à la différence de ce qui se fait en lexicographie, l'on ne produit pas un volume de dictionnaire par couple de langues. La fiche terminographique multilingue d'une base de données orientée vers la traduction est censée permettre la combinaison de n'importe quel couple de langues source et cible. Rendre compte d'un semblable chevauchement culturel implique que le nombre de notions et leurs extensions respectives varient en fonction du couple de langues retenu (*ibid.*) :

- A-B = 9 notions, soit : [af], [bf], [bg], [cg], [ch], [dh], [di], [dj], [ej]<sup>16</sup>;
- B-C = 8 notions, soit : [fp], [gp], [gq], [hq], [iq], [ir], [jr], [js] ;
- A-C = 8 notions, soit : [ap], [bp], [bq], [cq], [dq], [dr], [er], [es].

Pour permettre d'emblée ces équivalences dans une fiche terminographique trilingue, il faudrait censément prévoir 12 fiches, avec une définition limitée à chaque fois à la langue dont l'acceptation est la plus restreinte :

<sup>16</sup> Les couples de lettres constituent une dénomination arbitraire et ne rendent pas compte de l'extension de la définition : la notion [af] ne possède que l'extension de la notion [a].

## Terminologies

A-B-C = 12 notions, soit : [afp], [bfp], [bgp], [bgq], [cgq], [chq], [dhq], [diq], [dir], [djr], [ejr], [ejs].

Appliqué au cas de la figure 2, ce mode de résolution supposerait que l'on prévoie de définir 10 notions (distinguer 10 phases) dans autant de fiches terminologiques distinctes : [1a $\alpha$ ], [1a $\beta$ ], [2b $\beta$ ], [2b $\gamma$ ], [2b $\delta$ ], [2c $\delta$ ], [3c $\epsilon$ ], [3d $\zeta$ ], [4e $\zeta$ ], [øf $\zeta$ ].

Les résultats de cette méthode de calcul peuvent être obtenus par la simple application du principe d'équivalence (Van Campenhoudt, 2001 ; *loc.cit.*) :

Si A de L<sub>1</sub> est équivalent à  $\alpha$  de L<sub>2</sub> et si A de L<sub>1</sub> est équivalent à  $\beta$  de L<sub>2</sub> alors que  $\alpha$  de L<sub>2</sub> n'est pas synonyme de  $\beta$  de L<sub>2</sub>, c'est que probablement A de L<sub>1</sub> possède deux sens qui devraient être différenciés par deux nœuds du réseau.

	L <sub>1</sub>	=	L <sub>2</sub>
notion 1 :	A	=	$\alpha$
notion 2 :	A	=	$\beta$

Ce qui donnerait naissance aux dix fiches suivantes :

[1a $\alpha$ ] : *préparation – voorbereiding – opdracht*

[1a $\beta$ ] : *préparation – voorbereiding – plan van aanpak*

[2b $\beta$ ] : *réalisation – terreinwerk – plan van aanpak*

[2b $\gamma$ ] : *réalisation – terreinwerk – uitvoering*

[2b $\delta$ ] : *réalisation – terreinwerk – oordeelsvorming*

[2c $\delta$ ] : *réalisation – rapportering – oordeelsvorming*

[3c $\epsilon$ ] : *conclusion – rapportering – rapportage*

[3d $\zeta$ ] : *conclusion – nazorg – opvolging*

[4e $\zeta$ ] : *suivi – voortgangscontroleaudit – opvolging*

[øf $\zeta$ ] : *ø – nazorg bij de voortgangscontroleaudit – opvolging*

On pourrait encore tenter d'approfondir la question de ces équivalences sous l'angle de l'inclusion et de l'intersection (Van Campenhoudt, 2001 ; pp. 194-203) et observer divers phénomènes :

### A L'inclusion : $2 \cup 3 = b \cup c \cup d$

En d'autres termes : phase de réalisation + phase de conclusion = *terreinwerk + rapportering + nazorg*

À l'exclusion de la notion d'ICS et de l'opération de nettoyage du dossier de travail, toutes deux courantes en Communauté flamande, on remarque que les sémèmes<sup>17</sup> sont identiques entre le couple **2-3** et l'association **b-c-d** :

<sup>17</sup> Dans la logique de Pottier (1964) nous définissons un sémème comme un ensemble de traits sémantiques (sèmes) propres à un terme (Van Campenhoudt, 2001 ; p. 207).

'programme de travail', 'vérifications et tests', 'projet de rapport', 'réunion de clôture', 'rapport final', 'évaluation' et 'tableau de suivi des recommandations'.

Il en résulte une parfaite équivalence, sur le plan opérationnel du moins<sup>18</sup>, puisque la combinaison de traits entre les deux « groupes de termes » **2-3** et **b-c-d** est semblable en tous points. Certains pourraient cependant nous objecter, à raison, d'avoir pris pour base deux termes et d'y avoir appliqué la notion d'inclusion – confondant par là même l'inclusion et l'intersection –, alors qu'en règle générale, ce dernier phénomène a pour point de départ un seul hyponyme (lien espèce-genre) ou holonyme (relation méronymique) (*ibid.*).

### B L'intersection : $2 = (\beta \setminus \beta \cap 1) \cup \gamma \cup \delta$

En d'autres termes : phase de réalisation = 'seconde partie' ou 'partie finale' du *plan van aanpak + uitvoering + oordeelvorming*

Ici, les sèmes du terme **2** correspondent parfaitement à ceux contenus dans  $\gamma$ ,  $\delta$  et dans une partie de  $\beta$ . Or l'on observe que  $\beta$  est à califourchon sur la notion **1** et la notion **2** et que les traits de sens de ce même  $\beta$  se raccrochent tantôt à la première notion, tantôt à la seconde.

Cette constatation ne nous permet dès lors pas de dégager un équivalent pertinent et complet (dans le sens « recouvrant tous les concepts de ») pour le terme **2**. Comme annoncé précédemment, seul le contexte nous permettrait de trancher entre *plan van aanpak*, *uitvoering* et *oordeelvorming*.

## 2.4 Vers un choix pragmatique

Au vu des objectifs initiaux de la BDT, et notamment de sa nouvelle mission de clarification, il ne pouvait, bien entendu, être question de multiplier à l'envi des fiches, dont l'extension définitoire correspondrait au plus petit commun dénominateur entre les langues. Les quatre fiches finalement réalisées désignent et définissent bien les quatre phases du processus au sein de la Communauté française de Belgique. Les équivalents fournis en néerlandais, en l'absence de définitions mentionnées dans cette langue, rendent compte de la terminologie française, quitte à constituer des calques dont l'attestation dans l'usage a pu être vérifiée (sources entre parenthèses). La phase [f] et la seconde partie de la phase [ζ] qui ne recouvrent pas la mission d'audit en Communauté française de Belgique n'ont pas été prises en compte.

phase de préparation = *voorbereidingsfase* (RCS Consultancy, s.d.) ;

phase de réalisation = *uitvoeringsfase* (ou *verificatiefase*) (Kusters, 2008 ; p. 6) ;

phase de conclusion = *slotfase* (Heller, 2010 ; p. 47) ;

phase de suivi = *opvolgingsfase* (SPF, 2008)

<sup>18</sup> En effet, si les phases **2-3** débouchent sur la rédaction d'un document similaire à **a-b-c**, à savoir le tableau de suivi des recommandations, il n'en demeure pas moins que les étapes intermédiaires de ces premières s'enchaînent parfois dans un ordre différent.

## Terminologies

Ce choix mûrement pesé contribue, néanmoins, à entretenir toute l'ambiguïté de ce type de base de données terminologique qui présente des « traductions ». Dès qu'il n'y a pas d'équivalence stricte garantie, on a affaire à un dictionnaire électronique au sein duquel une langue (le français de Belgique) prédomine. Elle est la seule pour laquelle un travail définitoire est mené de manière approfondie et les équivalents proposés (en néerlandais) ont pour mission de tenter de rendre compte d'une méthode de l'audit particulière, pensée dans une langue tierce, au sein d'une institution particulière.

### Conclusion

Cette communication se veut une illustration supplémentaire du fait que, même au sein d'un domaine que l'on penserait largement unifié, les communautés d'utilisateurs et de locuteurs appréhendent de manière différente le découpage d'une même méthodologie. En effet, s'agissant de dégager des équivalents en néerlandais pour les quatre phases d'audit proposées par la Communauté française en début d'analyse, nous nous sommes rendu compte que chaque organisme ou institution appréhendait le flux du processus d'audit interne de manière divergente. Chacune d'elles allant même jusqu'à proposer sa propre théorisation des phases d'audit interne. Dans le cas présent, on s'aperçoit donc très clairement qu'un découpage différent du réel ne résulte pas d'un fait de langue, mais plutôt d'un fait de culture – auquel nous serions tentés d'adjoindre « d'entreprise », dont le but pourrait être de se démarquer les uns des autres.

Face à ce type de phénomène, comme face à d'autres, le traducteur terminologue pose des choix qui sont conditionnés par les objectifs généraux des promoteurs de la base de données, les besoins supposés de ses lecteurs-modèles et les moyens financiers octroyés à son travail. Il importe, dès lors, qu'agissant en connaissance de cause, les producteurs de terminologie soulignent les limites de leurs réalisations et en précisent les utilisations envisageables dans le cadre d'un travail de traduction.

### Bibliographie

Blampain, D., Petrusa, Ph. et Van Campenhoudt, M. À la recherche d'écosystèmes terminologiques, dans Clas, A. et Saffar, A., éd., *L'environnement traductionnel. La station de travail du traducteur de l'an 2001. Journées scientifiques du Réseau thématique de recherche Lexicologie, terminologie et traduction. Mons, 25-27 avril 1991*, Sillery et Montréal : Presses de l'Université du Québec et AUPELF-UREF, 1992, pp. 273-282 (Universités francophones. Actualité scientifique).

Budin, G. et Melby, A.K. Accessibility of Multilingual Terminological Resources – Current Problems and Prospects for the Future, in Gavrilidou, M., Carayannis, G., Markantonatou, S., Piperidis, S., Stainhaouer, G., éd. *Second International Conference on Language Resources and Evaluation. Athens, Greece 31 May - 2 June 2000, Proceedings*, vol. II, 2000, pp. 837-844.

Chaffin, R., Herrmann, D.J. et Winston, M. An Empirical Taxonomy of Part-whole Relations : Effects of Part-Whole Relation Type on Relation Identification. *Language and Cognitive Processes*, vol. 3, n° 1, 1988, pp. 17-48.

## Bibliographie (suite)

Cissé, M.Th., Diagne, A.M., Muraille, P. et Van Campenhoudt, M., Repenser le dictionnaire électronique multilingue dans un contexte d'aménagement linguistique, dans Depecker, L. et Dubois, V., dir. *L'idée de politique linguistique. Actes du colloque de la Société française de terminologie (Paris, 18 décembre 2008)*, Paris : Société française de terminologie (Le savoir des mots, n° 6), 2009, pp. 47-70.

Communauté française Wallonie-Bruxelles (CFWB) – Service général d'audit budgétaire et financier [SGAQ], *Audit interne – Présentation de la procédure d'audit interne au sein du Ministère de la Communauté française*, 1<sup>re</sup> version, document interne, 2009, 12 pp.

Descotte, S., Husson, J.-L., Romary, L., Van Campenhoudt, M., Viscogliosi, N. Dhydro: a generic environment developed to edit and access multilingual terminological data on the Internet, in Vainio, J., ed. *Maritime Terminology: Dictionaries and Education, Proceedings of the Second Conference on Maritime Terminology, 11-12 May 2000, Turku, Finland*, Turku : University of Turku, 2001a, pp. 47-61 (Publications from the Centre for Maritime Studies, University of Turku, A36).

Descotte, S., Husson, J.-L., Romary, L., Van Campenhoudt, M., Viscogliosi, N. Specialized lexicography by means of a conceptual data base: establishing the format for a multilingual marine dictionary, in Vainio, J., ed. *Maritime Terminology: Dictionaries and Education, Proceedings of the Second Conference on Maritime Terminology, 11-12 May 2000, Turku, Finland*, Turku : University of Turku, 2001b, pp. 63-81 (Publications from the Centre for Maritime Studies, University of Turku, A36).

Heller, H. Opinie: nieuw model financiële afsluiting betekent revolutie accountantswereld. *De Accountant*, n° 5, mai 2010, p. 47.

Disponible en ligne sur : [www.accountant.nl/readfile.aspx?ContentID=65599&ObjectID=741106&Type=1&File=0000030218\\_Opinie\\_mei\\_2010.pdf](http://www.accountant.nl/readfile.aspx?ContentID=65599&ObjectID=741106&Type=1&File=0000030218_Opinie_mei_2010.pdf)

Henning, J.-M., Exemples de continuité dans la gestion automatique de données terminologiques. *Meta : journal des traducteurs / Meta: Translators' Journal*, vol. 34, n° 3, septembre 1989, pp. 493-495.

Institute of Internal Auditors (IIA), dernière mise à jour en 2010, disponible en ligne sur [www.theiia.org](http://www.theiia.org).

Interne Audit van de Vlaamse Administratie (IAVA), *Uitvoeren van elke auditopdracht*, s.d.. [www2.vlaanderen.be/doelbewustmanagement/compendium012.html](http://www2.vlaanderen.be/doelbewustmanagement/compendium012.html)

Kuster, K. *Interne audit in de niet-financiële sector in België* (mémoire de fin d'études), université de Hasselt, 2008.

[doclib.uhasselt.be/dspace/bitstream/1942/8693/1/02195812007411c.pdf](http://doclib.uhasselt.be/dspace/bitstream/1942/8693/1/02195812007411c.pdf)

Lyons, J. *Linguistique générale. Introduction à la linguistique théorique*, Paris : Larousse, Langue et langage, 1970.

Perron, J. Adepté-Nomino : un outil de veille terminologique. *Terminologies nouvelles*, n° 15, juin-décembre 1996, pp. 32-47.



## Terminologies

### Bibliographie (suite)

Service public fédéral (SPF) – Chancellerie du Premier ministre, *Internationale normen voor de professionele uitoefening van interne audit*, s.l., 2004.

[kanselarij.belgium.be/nl/binaries/IIA%20internationale%20normen\\_tcm171-78639.pdf](http://kanselarij.belgium.be/nl/binaries/IIA%20internationale%20normen_tcm171-78639.pdf)

RCS Consultancy bvba, *De interne audit*, Essen, Belgique, s.d. Disponible en ligne sur :

[www.rcs-consultancy.nl/html/artikelen/interne\\_audit.html](http://www.rcs-consultancy.nl/html/artikelen/interne_audit.html)

Romary, L. Un modèle abstrait pour la représentation de terminologies multilingues informatisées TMF Terminological Markup Framework. *Cahiers GUTenberg*, mai 2001, n° 3940, pp. 81-88.

Van Campenhoudt, M. Réseau notionnel, intelligence artificielle et équivalence en terminologie multilingue : essai de modélisation, dans Clas, A., Thoiron, Ph., et Béjoint, H., éd. *Lexicomatique et dictionnaires, IV<sup>es</sup> journées scientifiques du réseau thématique Lexicologie, terminologie, traduction, Université Lumière (Lyon II), 28-30 septembre 1995*, Montréal : AUPELF-UREF et Beyrouth : F.M.A., 1996a, pp. 281-306.

Van Campenhoudt, M. Recherche d'équivalences et structuration des réseaux notionnels : le cas des relations méronymiques. *Terminology*, vol 3:1, 1996b, pp. 53-83.

Van Campenhoudt, M. De la lexicographie spécialisée à la terminographie : vers un 'métadictionnaire' ?, in Thoiron, P. et Bejoint, H ?, dir. *Le sens en terminologie*, Lyon : Presses universitaires de Lyon (travaux du C.R.T.T.), pp. 127-152.

Van Campenhoudt, M. Pour une approche sémantique du terme et de ses équivalents. *International Journal of Lexicography*, vol. 14, n° 3, septembre 2001, pp. 181-209.

Wüster, E., Les classifications de notions et de thèmes. Différences essentielles et applications = Begriffs- und Themaklassifikationen. Unterschiede in ihrem Wesen und ihrer Anwendung. *Nachrichten für Dokumentation*, vol. 22, n° 3, 1971, pp. 98-104 et n° 4, 1971, pp. 143-150, traduit par INFOTERM, Bibliothèque d'INFOTERM.

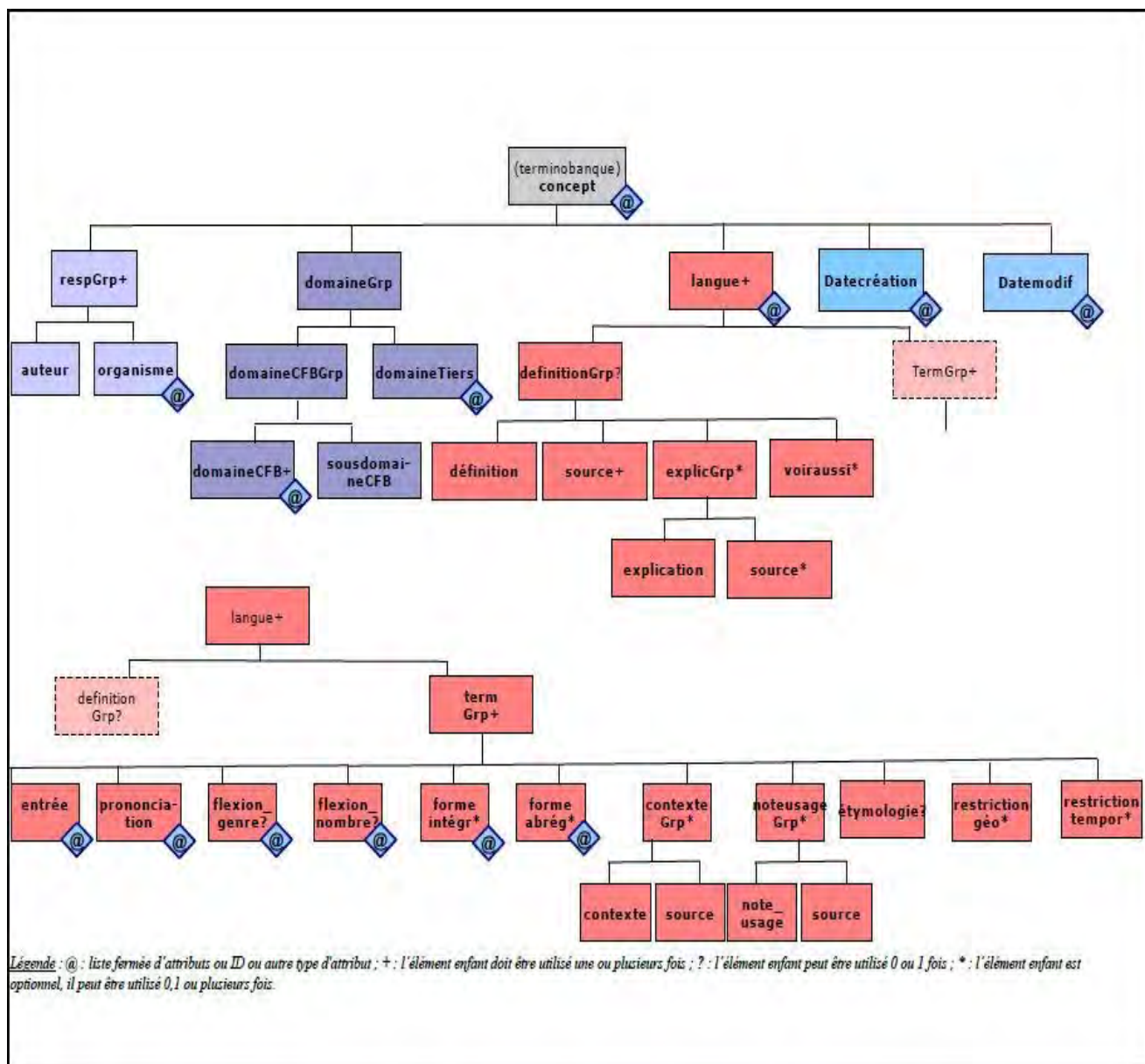
ZBC KENNISBANK, *Interne auditing : veel compliance, weining verbetering*, [2011].

[zbc.nu/management/compliance-en-risk-management/interne-auditing-veel-compliance-weinig-verbetering](http://zbc.nu/management/compliance-en-risk-management/interne-auditing-veel-compliance-weinig-verbetering)

## Annexes

### Annexe 1 :

Représentation de la DTD sous-jacente au modèle de fiche de la BDT de la CFWB



## Terminologies

### Annexe 2 : fiche *phase de suivi* au format XML

```

</domaineGrp>
  <langue_A10.7 nom="FR">
    <définitionGrp>
      <définition_A5.1>Phase au cours de laquelle l'auditeur vérifie et suit l'état d'avancement de la mise
en œuvre des recommandations consignées dans le rapport d'audit final et qui se clôture par la rédaction d'un
rapport de suivi.</définition_A5.1>
      <source_A10.19>CFWB</source_A10.19>
      <explicGrp>
        <explication_A5.2>La phase de suivi s'articule en trois temps&#160;; un premier suivi est effectué
trois mois après la remise du tableau de suivi des recommandations ; le deuxième suivi, six mois après la
remise du tableau de suivi des recommandations ; et le troisième, un après.</explication_A5.2>
        <source_A10.19>CFWB</source_A10.19>
      </explicGrp>
      <voiraussi_A10.18.2 pointeur="G0002-105-FR-1"/>
      <voiraussi_A10.18.2 pointeur="G0002-106-FR-1"/>
      <voiraussi_A10.18.2 pointeur="G0002-107-FR-1"/>
    </définitionGrp>
    <termeGrp>
      <entrée_A1 identifentrée_A10.15="G0002-164-FR-1" type_A2.1="vedette_A2.1.1"
catgr_A2.2.1="nom" genre_A2.2.2="féminin">phase de suivi</entrée_A1>
      <contexteGrp>
        <contexte_A5.3>Le processus de monitoring ne s'arrête pas à la formulation du diagnostic et des
préconisations&#160;; destiné à contribuer à l'amélioration du système de contrôle interne, il inclut une phase
de suivi.</contexte_A5.3>
        <source_A10.19>Arrêté royal du 17/08/2007 relatif aux activités d'audit interne dans certains
services du pouvoir exécutif fédéral.</source_A10.19>
      </contexteGrp>
    </termeGrp>
  </langue_A10.7>
  <langue_A10.7 nom="EN">
    <termeGrp>
      <entrée_A1 identifentrée_A10.15="G0002-164-EN-1" type_A2.1="" catgr_A2.2.1="nom"
genre_A2.2.2="neutre">follow-up phase</entrée_A1>
    </termeGrp>
  </langue_A10.7>
  <langue_A10.7 nom="DE">
    <termeGrp>
      <entrée_A1 identifentrée_A10.15="G0002-164-DE-1" type_A2.1="" catgr_A2.2.1="nom"
genre_A2.2.2="féminin">Umsetzungsphase</entrée_A1>
    </termeGrp>
  </langue_A10.7>
  <langue_A10.7 nom="NL">
    <termeGrp>
      <entrée_A1 identifentrée_A10.15="G0002-164-NL-1" type_A2.1="" catgr_A2.2.1="nom"
genre_A2.2.2="féminin">opvolgingsfase</entrée_A1>
    </termeGrp>
  </langue_A10.7>
</concept_A10.10>

```